

Le président péruvien cède et se rend au bureau du procureur général



Lima, 4 août, (RHC)- Le président péruvien, Pedro Castillo, a finalement accepté de se rendre au bureau de la procureure générale, Patricia Benavides.

"Je soutiens mes avocats de la défense (Benji Espinoza et Eduardo Pachas) en disant que j'ai le droit de témoigner au Palais du gouvernement, cependant, je leur ai demandé de m'accompagner au ministère public pour défendre mon innocence et collaborer avec la justice", a expliqué le président.

Il n'est resté qu'une heure environ, un temps jugé insuffisant pour la durée d'un interrogatoire, ce qui, selon les avocats consultés, peut indiquer qu'il a exercé son droit de garder le silence face à l'interrogatoire.

Pedro Castillo a parcouru les cinq pâtés de maisons qui séparent le siège présidentiel du ministère public, puis est revenu au palais à pied accompagné d'un groupe de sympathisants qui clamaient son innocence.

Le président a été convoqué par le procureur pour témoigner sur l'affaire dite de l'ascenseur militaire, qui fait référence à des pressions présumées pour la promotion de certains officiers ou en échange de pots-de-vin, selon l'hypothèse de l'accusation.

Le président a également été convoqué pour témoigner dans les prochains jours au sujet d'un contrat irrégulier, déjà annulé, portant sur l'achat par la compagnie nationale d'hydrocarbures, Petroperú, de biodiesel auprès d'une entreprise qui est un fournisseur régulier de la compagnie.

Quelques jours après son entrée en fonction, Patricia Benavides a ouvert des enquêtes sur le président Castillo et d'autres personnes prétendument impliquées dans ces affaires, évoquant la possibilité de favoriser certaines entreprises en leur attribuant des contrats de travaux publics en échange de pots-de-vin, et pour avoir prétendument couvert la fuite de proches collaborateurs faisant l'objet d'une enquête pour corruption présumée.

L'un des fugitifs, l'ancien secrétaire présidentiel Bruno Pacheco, s'est rendu au ministère public et, selon la presse, témoigne contre le président en tant que collaborateur afin de réduire sa peine.

En outre, l'ancien ministre des transports en fuite, Juan Silva, est sur le point de faire de même, selon son avocat, Luis Yalán, qui a démenti hier soir l'affirmation d'une chaîne de télévision.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/295567-le-president-peruvien-cede-et-se-rend-au-bureau-du-procureur-general>



Radio Habana Cuba